

Mention Droit européen -

RNCP24129 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128, 120
Code(s) ROME	K1903, N2205, N2204, M1302, M1402
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Université Paris-Saclay

<http://www.universite-paris-saclay.fr/fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Le diplômé du Master Droit Européen, parcours Droit des activités aériennes et aéronautiques :

- Maîtrise l'environnement juridique du secteur aérien, aéronautique, aéroportuaire et du tourisme,
- Conseille, informe et analyse les personnes physiques ou morales en matière de droit dans le domaine des activités aériennes et aéronautiques,
- Pilote et gère une stratégie réglementaire,
- Défend les droits des personnes et des organisations évoluant dans le secteur aérien, en participant aux actions de sensibilisation et de contentieux,
- Rédige des documents juridiques spécialisés (conclusions, contrats, règlements, transposition de normes, etc.),
- Maîtrise les procédures de notification et de responsabilité propres au droit des activités aériennes, aéroportuaires et du tourisme,
- Fait preuve d'esprit de synthèse,
- S'exprime par oral et écrit en anglais avec une parfaite maîtrise,
- Intègre dans son analyse les aspects techniques relatifs aux nouvelles technologies de communication, du transport et de la logistique,
- Identifie et comprend les questions déontologiques et éthiques rencontrées dans le cadre professionnel.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

- Elabore et négocie les contrats en veillant au respect des dispositions réglementaires et conventionnelles en vigueur,
- Analyse les situations et interprète les sources juridiques (législatives, jurisprudentielles et normes internationales européennes) afin de proposer une organisation optimale et des comportements adaptés aux règles juridiques en vigueur,
- Rédige et contrôle la conformité des procédures et des actes juridiques.
- Réalise une veille réglementaire et législative dans le domaine du droit des activités aériennes, aéroportuaires, aéronautiques et du tourisme.
- Apporte des recommandations aux équipes logistiques, commerciales, techniques et des ressources humaines,
- Collabore à la préparation des dossiers techniques avec les différents interlocuteurs du secteur aérien,

- Sensibilise les équipes de direction et opérationnelles aux enjeux de sécurité et de sûreté.
- Supervise les procédures de mise en demeure, négocie les accords pour un règlement amiable des litiges et gère les dossiers de recours à un arbitrage,
- Décide des formes de procédures de contentieux (civile, administrative, judiciaire, pénale, européenne), prépare l'argumentaire juridique pour l'instruction des dossiers, suit les procédures engagées et veille à l'application des décisions de justice rendues,
- Maîtrise l'environnement institutionnel complexe du secteur aérien, tant au plan national qu'europpéen ou international.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Transport aérien. Compagnies aériennes, Plateformes Aéroportuaires. Administrations nationales (DGAC), Organisations européennes et internationales (OACI, EASA, EUROCONTROL), Agences de régulation, Organismes de représentation des compagnies aériennes (IATA, AEA, ELFAA, etc.), Cabinets certificateurs, Fournisseurs de plateformes et de systèmes informatisés de réservation, Sociétés de services d'assistance en escale, Tour Operators, E-tourisme, Secteur de l'Assurance et de l'Assistance.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Juriste d'entreprise spécialisé dans le droit aérien, aéronautique et aéroportuaire,
 Avocat (*),
 Responsable d'agence,
 Consultant,
 Auditeur sécurité/sûreté
 Contractuel dans les institutions nationales ou internationales
 Chef de service juridique

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 810 €
Familles professionnelles (FAP)	J5X80 — Techniciens d'exploitation et d'administration des transports · tension 4/5 (Élevée) J6X90 — Cadres des transports et du tourisme · tension 3/5 (Modérée) L4X80 — Techniciens des services administratifs · tension 4/5 (Élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	18 161
Jugés difficiles à recruter	33 %
Emplois saisonniers	7 %

Familles professionnelles (FAP)

J5X80 — Techniciens d'exploitation et d'administration des transports
J6X90 — Cadres des transports et du tourisme
L4X80 — Techniciens des services administratifs
L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes)
L5X91 — Juristes et avocats
L6X00 — Dirigeants de petites et moyennes entreprises de moins de 50 salariés

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation continue, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Deux enseignants chercheurs et au moins deux professionnels

COMPOSITION DU JURY — CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Possible pour partie du diplôme par VES ou VAP. Deux enseignants chercheurs et au moins deux professionnels

COMPOSITION DU JURY — VAE

Au moins deux professionnels et une majorité d'enseignants chercheurs

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/10/2019

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/24129/>